

Partis de gauche et intégration à l'UE

Le « oui mais... » dans les nouveaux Etats membres

Michael Dauderstädt, Britta Joerissen

DANS **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST 2006/2 n° 1054**, PAGES 4 À 26
ÉDITIONS **LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**

ISSN 0590-0239

DOI 10.3917/cpe.062.0004

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-2-page-4?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Documentation française.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Partis de gauche et intégration à l'UE

Le «oui mais...» dans les nouveaux Etats membres

Dans les pays post-communistes, la difficile adaptation liée au processus d'intégration à l'UE n'aurait pu se faire sans un consensus social : occultés dans un premier temps, les déceptions et coûts engendrés par cette adhésion sont devenus de plus en plus manifestes. Les formations politiques d'Europe de l'Est, y compris celles de gauche issues, pour la plupart, des partis communistes, soit ont contribué à forger ce consensus soit, dans certains cas, l'ont mis à mal. Bien que les populations de ces pays aient sanctionné quasiment à chaque élection la majorité sortante, aucun changement de gouvernement n'a apporté de modification aux politiques de réformes, aux modalités de la transformation systémique ou encore à celles du processus d'adhésion. Dans le cas où des majorités de gauche étaient aux commandes, ce constat est d'autant plus frappant qu'il s'agissait de réformes libérales ayant pour finalité l'instauration du capitalisme. Ceci étant, la philosophie libérale des ex-communistes polonais et hongrois n'avait rien de surprenant dès lors que les «entrepreneurs rouges», devenus propriétaires des anciennes entreprises d'État à l'issue d'un processus de privatisation pour le moins contestable, avaient intérêt à conforter le nouveau système.

Un consensus quasi général

S'ils ne les avaient pas déjà intégrées à leurs programmes ou – pour ceux restés fidèles à l'orthodoxie communiste – déjà dénoncées, les partis de gauche se sont rapidement prononcés sur les «nouvelles» valeurs de l'UE et sur les conditions d'adhésion. Le fait que les candidatures aient été déposées par des gouvernements de sensibilités politiques très diverses, de gauche comme libérales-conservatrices, illustre également ce consensus qui, du démarrage des négociations jusqu'à la finalisation de l'accord d'adhésion (cf. tableau 1), n'a en définitive que peu varié.

Les positions à l'égard de l'intégration européenne se situent de part et d'autre de deux axes qui, traditionnellement, structurent la compétition électorale : d'une part, l'axe socio-économique où les partis de gauche campent sur des positions interventionnistes ; d'autre part, l'axe des valeurs nationales où ceux-ci s'opposent à tout projet nationaliste et autoritaire.

Ce consensus pro-européen peut être mis à mal en raison des craintes de certaines catégories sociales (vives

dans le cas des paysans polonais et des communistes orthodoxes), peu convaincues des effets positifs de l'adhésion ou redoutant ses conséquences pour les valeurs nationales (cas de la droite catholique en Pologne). Sur le plan des intérêts économiques, de la protection

des industries nationales et des préoccupations de justice sociale, la gauche peut espérer regagner, au niveau européen, le terrain perdu sur le plan national, *a fortiori* face au renforcement de la mondialisation économique et de l'intégration européenne.

Tableau 1

Majorités politiques au pouvoir dans les NEM lors de la demande d'adhésion à l'UE et à la fin 2002

Pays	Demande d'adhésion	Majorité politique	Orientation politique	Majorité lors de la clôture des négociations	Orientation politique
Estonie	24-11-1995	EK+EME+autres	Centre	EK+ER	Centre droit
Hongrie	31-03-1994	MDF+KDNP+FKgP	Centre droit	MSzP+SzDSz	Centre gauche
Lettonie	13-10-1995	LC, DPS, LZS	Centre droit	JP+LPP+ZZS+TB/LNNK	Centre droit
Lituanie	08-12-1995	LDDP	Gauche	LSDP	Gauche
Pologne	05-04-1994	SLD+PSL	Gauche	SLD+UP+PSL	Gauche
République tchèque	23-01-1996	ODS+ODA+KDU-CSL	Centre droit	CSSD+KDU-CSL+US-DEU	Centre gauche
Slovaquie	27-06-1995	HZDS	Populiste	SDKU+SMK+KDH+ANO	Centre droit
Slovénie	10-06-1996	LDS+SKD	Centre droit	LDS+ZLSD+SLS+SKD+DeSUS	Centre gauche

Pour les dénominations des partis politiques, se reporter à la liste pages 24-25.

Source : N. Crook, M. Dauderstädt et A. Gerrits, *Social Democracy in Central and Eastern Europe*, Amsterdam, 2002, p. 20.

Un autre facteur qui intervient dans le positionnement à l'égard de l'intégration européenne réside dans le type de capitalisme auquel on se réfère, toute option incompatible avec l'acquis communautaire étant exclue. Alors que les forces de gauche auront à cœur de préserver les acquis sociaux dans l'économie de marché, les libéraux s'emploieront à lutter contre tout ce qui peut rappeler de près ou de loin l'économie planifiée.

Les partis politiques de l'UE-15, notamment les sociaux-démocrates, ont essayé d'aider leurs partenaires des futurs États membres à adopter des stratégies de développement en phase avec leurs propres orientations. Ainsi, au sein de l'Internationale socialiste ou du Parti socialiste européen, le Forum

européen pour la Démocratie et la Solidarité a été d'une grande utilité, coopérant avec des fondations proches de certaines formations politiques (comme les fondations Friedrich Ebert, Alfred Mozer, l'institut Karl Renner, le centre Olof Palme, la fondation Jean Jaurès). La gauche radicale (par exemple, le Parti démocrate social allemand à travers sa fondation Rosa Luxembourg), a cherché, elle aussi, à nouer des liens avec des partenaires est-européens, même quand cela n'allait pas de soi, compte tenu de leur euroscepticisme (cas du KSCM tchèque).

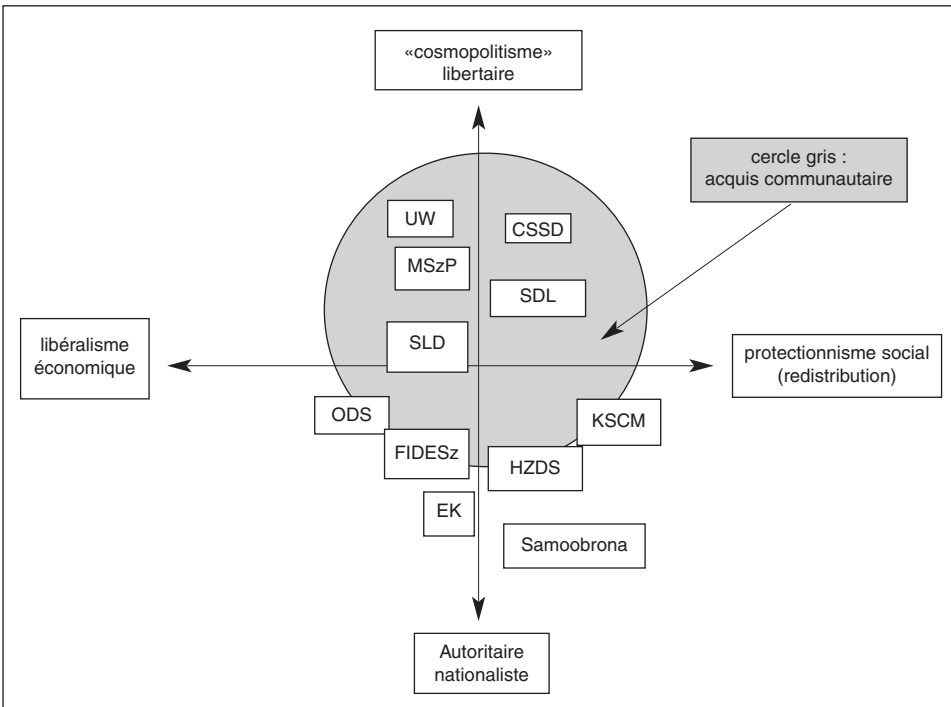
Si l'on observe le déroulement des négociations d'adhésion, le grand nombre de points posant problème et de périodes transitoires finalement décidées atteste du chemin à parcourir

pour que les institutions des pays candidats s'adaptent à l'acquis communautaire.

Dès lors, on peut émettre des hypothèses sur les fondements du projet d'intégration. Deux aspects ressortent : le premier concerne la relation entre souveraineté nationale et gouvernance européenne supranationale ; le second porte sur le renforcement des aspects positifs de l'intégration, notamment en accentuant le contrôle et la régulation du marché

pour se prémunir contre les conséquences de la libéralisation des échanges. Ainsi, la position eurosceptique de l'ancien Premier ministre tchèque et actuel chef de l'Etat, Vaclav Klaus, *leader* du parti libéral conservateur, le Parti démocrate civique (ODS), qui se présentait comme un partisan du libéralisme économique, découlait autant de son refus de la Politique agricole commune⁽¹⁾ que de son désir de protéger la souveraineté de son pays des attaques des «technocrates bruxellois».

La position des partis des nouveaux Etats membres dans le champ politique européen



Pour les dénominations des partis politiques, se reporter à la liste pages 24-25.

La figure illustre le positionnement des formations politiques par rapport à l'acquis communautaire (représenté par le cercle gris) et les critères de Copenhague. Comme on peut le constater, l'UE est perçue comme offrant une intégration commerciale croissante plutôt que des mécanismes supranationaux de régulation et de redistri-

bution. Avant le traité d'Amsterdam (2 octobre 1997), cette tendance libérale était encore plus accentuée. Les partis au pouvoir avaient alors soit des positions totalement compatibles avec celles de l'UE (comme l'Union pour la liberté en Pologne, les sociaux-démocrates tchèques, le Parti socialiste hongrois), soit se sont trouvés plus ou

moins en désaccord avec celles-ci (cas de la FIDESz hongroise, de l'ODS tchèque, du HZDS de V. Meciar en Slovaquie, des communistes tchèques ou encore du Parti estonien du centre – qui, avant le référendum, appela à voter contre l'adhésion) soit encore, comme Samoobrona d'A. Lepper en Pologne, se sont situés totalement en dehors du consensus pro-européen.

La propension des partis à se servir de leurs positions sur la construction européenne, et plus précisément, sur l'adhésion de leur État à l'UE pour renforcer leur identité partisane, dépend dans une certaine mesure du poids de cet enjeu dans la société et la vie politique du pays. Un grand parti ne se permettra pas d'être hostile à l'intégration à l'UE, dans la mesure où celle-ci fait l'objet d'un large consensus (tableaux 2 et 3) ; dans un environnement plus eurosceptique, cela pourra constituer

une option (comme en Estonie). Le fait que les partis concernés participent ou non au gouvernement entre également en ligne de compte. A cet égard, les pays de l'Europe centrale et orientale ne sont pas très différents des États anciens membres de l'UE, où la question de l'élargissement de l'UE a tenu un rôle relativement mineur dans la compétition électorale. Aucun parti important n'a pris position en son temps contre la candidature à l'UE ou contre l'adhésion. Même dans des pays où la population se montre plutôt eurosceptique (Grande-Bretagne, Suède, Danemark dans l'UE-15, États baltes parmi les nouveaux États membres, cf. tableaux 2 et 3), les grandes formations ne se sont jamais opposées à l'adhésion de leur pays même si elles rejettent un aspect particulier (par exemple, la monnaie unique) ou s'insurgent contre ce qu'elles considèrent être une atteinte à la souveraineté nationale.

Tableau 2

Le soutien à l'adhésion dans les futurs pays membres (en % des réponses)

	1993	1996	1997	1998	2001	2002
Estonie	79	76	29	35	33	39
Hongrie	83	80	47	56	60	77
Lettonie	78	80	34	40	33	54
Lituanie	88	86	35	40	41	53
Pologne	80	93	70	63	51	61
République tchèque	84	79	43	49	46	50
Slovaquie	84	88	46	62	59	69
Slovénie	92	79	47	57	41	62

Source : Eurobaromètre, différentes années.

Bien que le soutien à l'adhésion fut en définitive important, voire considérable, comme l'illustrent les pourcentages recueillis par le «oui» lors des référendums nationaux, les taux de participation demeurèrent peu élevés.

Ainsi, le «oui» rapporté à la totalité des électeurs inscrits n'a dépassé les 50 % qu'en Lituanie et en Slovaquie (tableau 4).

De la demande d'adhésion à l'entrée dans l'UE (tableau 1), en passant par le débat qui s'est déroulé dans le cadre de la Convention sur l'avenir de l'Europe (28 février 2002 - 18 juillet 2003), les partis politiques les plus importants des PECO ont participé activement au processus de l'intégration. La gauche a fourni cinq conventionnels et cinq suppléants (sur un total de 24 dans chacun

des cas), sans compter les représentants non affiliés mandatés par les gouvernements de gauche. Cette étude a pour objet d'évaluer, sur la base de leurs

programmes et de leurs politiques, comment les partis de gauche se sont positionnés vis-à-vis de l'intégration européenne.

Tableau 3**Perception de l'adhésion à l'UE dans les NEM** (automne 2002)

	Bonne (1)	Mauvaise (2)	Ni bonne, ni mauvaise	Ne sait pas	(1) - (2)
Estonie	33	14	38	15	19
Hongrie	59	7	23	10	52
Lettonie	33	17	39	11	16
Lituanie	41	11	35	13	30
Pologne	51	11	27	12	40
République tchèque	46	9	31	13	37
Slovaquie	58	5	28	9	53
Slovénie	40	11	42	7	29

Source : O. Niedermayer, *Sondage d'opinion sur le futur de l'Europe. Comportements des populations en Allemagne et dans les autres Etats membres de l'UE* (en allemand), Bonn, 2003.

Tableau 4**Les référendums d'adhésion dans les pays candidats en 2003**

	Dates (2003)	Pour	Taux de participation	Pour (en % des inscrits)
Estonie	14 septembre	66,8	64,1	42,8
Hongrie	12 avril	83,8	45,6	38,2
Lettonie	20 septembre	67	72,5	48,8
Lituanie	10 et 11 mai	91,1	63,4	57,8
Pologne	7 et 8 juin	77,4	58,8	45,6
République tchèque	13 et 14 juin	77,3	55,2	42,7
Slovaquie	16 et 17 mai	92,5	52,1	48,2
Slovénie	23 mars	89,6	60,3	54

Source : <http://www.mdr.de/eu/aktuell/938582.html>

La diversité des situations nationales

Quels sont les «partis de gauche» pris en compte ici (tableau 5) ? Un certain nombre d'entre eux sont des partis sociaux-démocrates, héritiers des ex-partis communistes, comme le SLD polonais, le SDL slovaque ou encore le Parti socialiste hongrois. D'autres ne sont pas, à l'origine, des partis succes-

seurs, à commencer par le Parti social-démocrate tchèque (historique) qui, fondé en 1878, a fusionné avec le Parti communiste en 1948 puis a ressurgi comme parti indépendant en 1990 ; ou encore l'Union du travail en Pologne, résultat d'une scission de Solidarité. Pour avoir gardé le qualificatif de «communiste» de même que les objectifs qui s'y rattachent, le Parti communiste tchèque et morave en République tchèque fait figure d'exception. Il

existe un certain nombre d'autres partis, plus petits et donc moins importants, comme le Parti social-démocrate hon-

grois (MSZDP) ou le Parti social-démocrate slovaque (SDSS) qui ne sont pas pris en compte dans le présent article. [...]

Tableau 5

Principaux partis de gauche dans les pays ex-communistes ayant accédé à l'UE

Pays	Parti politique	Origine	Orientation
Estonie	Parti social-démocrate estonien (ESDP)	Héritier du Parti communiste	«Parti social-démocrate de gauche» (sic)
	Modérés (Moodukad)	Créé en mars 1999	Social-libéral/social-démocrate
Lettonie	Parti social-démocrate des travailleurs (LSDSP)	Parti refondé + héritier du Parti communiste (fusion)	Social-démocrate
Lituanie	Parti social-démocrate (LSDP)	Parti en exil rétabli en 1990. Fait liste commune avec le Parti démocratique du travail (LDDP) aux élections de 2000	Social-démocrate
Pologne	Alliance de la gauche démocratique (SLD)	Héritier du Parti communiste	Social-démocrate
	Union du travail (UP)	Créé en 1993	Social-démocrate
Slovaquie	Parti de la gauche démocratique (SDL)	Héritier du Parti communiste	Social-démocrate
	Smer («Direction»)	Créé en 1999, devenu en 2005 (après absorption en 2004 du SLD et du Parti social-démocrate, SDSS), «Smer-SD, Direction-Démocratie sociale»	Social-démocrate
	Parti communiste de Slovaquie (KSS)	Existe depuis 1991 Issu du parti communiste tchécoslovaque	Communiste
République tchèque	Parti social-démocrate (CSSD)	Parti refondé en 1989	Social-démocrate
	Parti communiste tchèque et morave (KSCM)	Existe depuis 1990 Issu du Parti tchécoslovaque	Communiste (orthodoxe, en partie réformé)
Slovénie	Liste unie des sociaux-démocrates (ZLSD)	Résultat d'une alliance électorale de 1992, se crée en parti en 1993	Social-démocrate
Hongrie	Parti socialiste hongrois (MSZP)	Héritier du Parti communiste	Social-démocrate

Source : D. Segert, R. Stöss et O. Niedermayer, *Systèmes de partis dans les sociétés post-communistes d'Europe de l'Est*, Opladen, 1997. Tableau réactualisé par la rédaction.

[...]

● Pologne

En septembre 2001, la coalition formée par l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) et l'Union du travail (UP) sortait victorieuse des élections législatives, emportant 216 des 460 sièges à la Diète ainsi que 75 des 100 sièges au Sénat. Quatre ans plus tard, au terme du scrutin de septembre 2005, le SLD ne disposait plus que de 149 sièges à la

Chambre basse (11 pour l'UP) et de 59 au Sénat.

Héritier du Parti communiste (Parti ouvrier unifié polonais, Poup), le SLD avait déjà remporté les élections de 1993 ; c'est sous sa conduite avec, à ses côtés, le Parti paysan polonais (PSL) que la Pologne déposa sa candidature à l'UE. De 1993 à 1997, puis de 2001 à 2005, son action a été décisive sur le plan des réformes comme du processus d'adhésion.

L'ex-Premier ministre Jozef Oleksy (SLD) (1995-1996) a siégé en qualité de représentant du Parlement polonais à la Convention pour l'avenir de l'Europe⁽²⁾. Durant les négociations d'adhésion, le gouvernement SLD a été mieux à même de parvenir à un accord avec l'UE que son prédécesseur plus conservateur, n'ayant pas, à l'inverse de ce dernier, à composer dans son propre camp avec des forces eurosceptiques importantes.

Lors du référendum des 7 et 8 juin 2003, qui a enregistré un taux de participation de 58,85 %, 77,45 % des votants se sont prononcés en faveur de l'adhésion et 22,55 % contre. Avant le référendum, quatre des formations politiques représentées au Parlement avaient approuvé l'adhésion (le SLD, le PSL, la Plateforme civique et Droit et Justice). Parmi les opposants à celle-ci se trouvaient deux formations national-conservatrices, la Ligue des familles polonaises et Autodéfense (Samoobrona).

L'Alliance de la gauche démocratique (SLD)

Ce parti a été fondé en 1992, peu avant les élections législatives. Il s'agit d'un regroupement d'une trentaine de formations, dont le Parti social-démocrate polonais (SdRP) et la centrale syndicale (OPZZ). Le SLD est une alliance de formations issues du Poup, mais il se dit – contrairement à l'UP – de centre gauche, ayant nettement pris ses distances, notamment sur le plan économique, avec les anciens idéaux socialistes. Le SLD a même été qualifié de «crypto-libéral» par son ex-partenaire de coalition, l'UP, qui au regard de son passé syndical, défend une orientation nettement plus sociale. Dans le spectre politique polonais, cependant, ces deux forces – tout comme la faible droite libérale – sont franchement pro-européennes, alors qu'une grande partie de la droite catholique et rurale campe sur des positions eurosceptiques, voire

carrément anti-européennes. Le SLD a appelé ses électeurs à voter en faveur de l'adhésion.

Les positions pro-européennes du SLD ont été définies dans cet article à partir des déclarations de Włodzimierz Cimoszewicz, ministre des Affaires étrangères de 2002 à 2004, et de Jozef Oleksy, président du Comité pour les affaires européennes à la Diète. Leurs propos sont centrés sur la sécurité et la politique de l'UE à l'égard de l'Est. Si tous deux considèrent que cette dernière constitue une communauté partageant des valeurs communes, ceci ne tient, dans leur rhétorique, qu'un rôle mineur.

Selon eux, l'idée de sécurité est associée aux Etats-Unis, à l'Otan et à l'ensemble que forment la PESC (Politique étrangère et de sécurité commune) et la PESD (Politique européenne de sécurité et de défense). Pour Włodzimierz Cimoszewicz, il est évident que la sécurité de la Pologne est la priorité de la politique étrangère et qu'elle est intimement liée à l'appartenance à l'Otan. Il est favorable à un développement de la PESD et de la PESC, tout en soulignant que celles-ci doivent venir en renfort des Etats-Unis. Si l'Europe doit devenir plus forte, ce n'est pas pour assurer sa propre sécurité ou constituer un contrepoids aux Etats-Unis, mais pour être un partenaire plus solide de Washington puisque c'est de lui et de la coopération transatlantique que dépend la sécurité européenne. C'est pourquoi l'identité européenne en matière de sécurité et de défense n'a de sens qu'à l'intérieur des structures otaniennes. La Pologne, selon le ministre, doit devenir le principal partenaire, non pas des pays membres de l'UE, mais des Etats-Unis.

«C'est à travers la coopération et le dialogue avec les Etats-Unis que nous parviendrons à exercer une influence adéquate sur les décisions de l'Otan

vis-à-vis des Etats de l'Europe centrale et orientale, concernant notamment son élargissement et son partenariat avec la Russie. De cette façon, nous conforterons l'image d'une Pologne à la fois principal allié des Etats-Unis dans la région et l'un de ses partenaires majeurs en Europe»⁽³⁾.

Cette conception de la solidarité a trouvé matière à se concrétiser, peu de temps après, lorsque le Premier ministre Leszek Miller et sept autres dirigeants est-européens ont signé la lettre «L'Europe et l'Amérique doivent être unies», afin de marquer leur soutien à l'intervention américaine en Irak⁽⁴⁾.

La deuxième préoccupation de la politique européenne de la Pologne est sa relation avec les pays non-adhérents de l'Europe de l'Est. Par delà l'importance que Varsovie attache à ses rapports avec l'Ouest, il est de son intérêt de ne pas marginaliser l'Est, afin d'éviter une nouvelle division du continent. [...]

On ne trouve pas dans les propos des membres du SLD de développements concernant l'architecture future de l'Europe ou sa finalité. Même le président du Comité pour les affaires européennes à la Diète, J. Oleksy, n'eut rien à dire de particulier lors du débat sur le futur de l'Europe. Il se prononça tout juste vaguement en faveur d'un système fédéral, promettant d'y réfléchir plus à fond après l'élargissement.

Le gouvernement conduit par le SLD a plaidé pour que la Charte des droits fondamentaux soit incluse dans la Constitution, tandis que W. Cimoszewicz a vigoureusement défendu l'idée d'insérer une référence à Dieu, chère aux représentants conservateurs polonais.

L'Union du travail

Elle a été fondée en 1992 sur la base du regroupement de petites formations appartenant à l'aile gauche de Solida-

rité. Elle se considère comme le seul parti de gauche et s'identifie aux partis socialistes et sociaux-démocrates européens. Se voulant, comme son nom l'indique, le représentant des intérêts des travailleurs, ses orientations de politique économique diffèrent sensiblement de celles du SLD. En 1996, elle fut admise à l'Internationale socialiste aux côtés du Parti social-démocrate polonais (SdRP).

Une demi-page à peine du programme de l'UP porte sur la politique européenne. Ce parti est favorable à l'adhésion à condition que la Pologne puisse être sûre de tenir la place qui lui revient au sein de l'UE, donc de ne pas être traitée comme un membre de second rang, et que l'adhésion ne constitue pas une charge démesurée matériellement et financièrement. Son attitude n'est ni vraiment eurosceptique, ni franchement enthousiaste.

● République tchèque

La majorité actuellement au pouvoir a été élue en juin 2002. Il s'agit d'une coalition rassemblant le Parti social-démocrate (CSSD), l'Union démocrate-chrétienne (KDU-CSL) et l'Union pour la liberté-Union démocratique (US-DEU). Ayant remporté 30,2 % des suffrages, les sociaux-démocrates représentent la première force politique face aux conservateurs du Parti démocrate civique (ODS, 24,47 %) et aux néo-communistes du Parti communiste tchèque et morave (KSCM, 18,51 %), seul parti à avoir amélioré son score.

Lors du référendum sur l'adhésion de l'UE des 13 et 14 juin 2003 auquel ont participé 55,2 % des électeurs tchèques, le «oui» l'a emporté avec 77,3 %. Le nombre important d'électeurs de l'ODS s'étant prononcés en faveur de l'adhésion est surprenant compte tenu des critiques incessantes formulées par le président de cette formation, Vaclav Klaus, et de la volonté de celui-ci de

garder ses distances à l'égard des institutions et des politiques communautaires. On peut donc supposer que de nombreux opposants à l'adhésion se sont abstenus.

Parti politique	% des «oui»
US-DEU	92
ODS	86
KDU-CSL	84
CSSD	82
KSCM	37
Autres (non-affiliés)	71

Source : K. Larischova, *On the result of the EU referendum in the Czech Republic* (en allemand), Kurzbericht, Prague, 18 juin 2003, p. 3.

Le Parti social-démocrate tchèque (CSSD)

Ce parti s'est toujours montré, sans aucune ambiguïté, favorable au processus d'adhésion, ce qui, d'une certaine manière, lui a donné un avantage par rapport à son principal rival, l'ODS. Au travers des discours officiels de ses dirigeants, de ses résolutions et de ses programmes électoraux, le parti a exprimé son point de vue tant sur le système de valeurs de l'UE que sur son identité, ses institutions et les différents aspects de l'intégration politique et économique. Le Premier ministre tchèque, V. Spidla (CSSD), a plaidé pour une intégration plus poussée dans certains domaines, comme la politique étrangère et de sécurité, l'environnement, tout en mettant l'accent sur la nécessité de renforcer le caractère supranational de l'UE :

«La République tchèque [...] soutiendra les actions engagées par la future Europe pour renforcer l'intégration dans des domaines d'une importance vitale (politique étrangère et de sécurité, réfugiés et politique d'immigration, environnement, protection des frontières extérieures, lutte contre le crime organisé et le terrorisme. De même, nous militerons pour le main-

tien d'un pouvoir d'initiative fort pour la Commission».

Dans le même temps, son parti insiste – et cela peut apparaître tantôt complémentaire, tantôt contradictoire – sur le renforcement à la fois du Parlement européen et des Etats qui auraient un poids égal à celui de l'UE, sur les identités nationales et culturelles de chacun d'entre eux et sur le principe de subsidiarité.

«Le CSSD est partisan d'un approfondissement de l'intégration économique et politique en Europe grâce à un renforcement progressif des éléments démocratiques et fédérateurs et est pour le respect de l'indépendance culturelle et nationale des Etats et régions [...]. Il estime nécessaire de consolider les pouvoirs du Parlement européen et de la Commission»⁽⁵⁾.

Il n'est pas facile de faire le partage entre le soutien à plus d'intégration et à des éléments de gouvernance supranationale et le renforcement des Etats nations face à l'Union européenne. D'un côté, le CSSD considère positif le développement de l'intégration économique *via* la monnaie unique ; il en va de même de l'intégration politique, des politiques de défense et de sécurité (PESC et PESD) qu'il considère comme absolument nécessaires à la formation d'une identité européenne. Le CSSD plaide également pour une Europe plus unie, et donc d'autant plus forte aux côtés des Etats-Unis, capable d'intervenir dans les conflits internationaux. D'un autre côté, le CSSD insiste sur le rôle que doivent jouer les Etats nations à tous points de vue (politiquement, culturellement et en ce qui concerne l'identité) et ce avec vigueur :

«Le Parti ne préconisera jamais l'entrée dans une communauté dans laquelle la République tchèque ne pourrait pas faire entendre sa voix et dans laquelle elle n'aurait aucune prise sur des sujets la concernant»⁽⁶⁾.

Mettre l'accent à la fois sur le facteur national et sur l'identité européenne ne doit pas pour autant être jugé contradictoire : ou bien l'identité européenne est perçue comme la somme d'une multiplicité d'identités, ou bien l'identité tchèque est considérée comme étant très proche de l'identité européenne. N'est-il pas en permanence rappelé que les Tchèques ont toujours fait partie de la famille européenne, que la Seconde Guerre mondiale a enlevé les territoires tchèques à l'Europe et que l'opportunité s'offre à présent d'effectuer un retour en Europe et de déclarer leur attachement «aux principes des droits de l'homme, du règne de la loi et de la justice sociale». La période du communisme est vue comme une sorte d'intermède qui a arraché les Tchèques culturellement et historiquement à leurs origines européennes. Dans cet ordre d'idées, d'ailleurs, le CSSD a toujours déclaré que l'adhésion de la République tchèque à l'UE s'inscrivait dans une logique de «donnant, donnant», l'alliance de l'Europe de l'Ouest et de l'Est étant dans l'intérêt de l'une comme de l'autre, et la République tchèque ne pouvant pas être tenue pour une pièce rattachée dans l'UE.

«Le CSSD est convaincu que la République tchèque n'entrera pas seulement dans l'UE avec la main tendue mais qu'elle contribuera au développement de celle-ci grâce à son économie dynamique et florissante, son agriculture performante, la qualité et la créativité de sa force de travail, sa richesse et sa diversité culturelles, son environnement toujours en voie d'amélioration et son niveau de vie élevé».

Le CSSD ne laisse planer aucun doute sur la capacité de son pays à être un Etat membre de l'UE, sûr de lui et indépendant, comme V. Spidla le soulignera au lendemain du référendum.

Les artisans de la politique étrangère du CSSD, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Jan Kavan, et l'ancien Premier ministre, Milos Zeman, se sont sans équivoque prononcés en faveur d'un renforcement du fédéralisme européen. Ils veulent une Europe économiquement et socialement forte, œuvrant à la défense de l'environnement et à la justice sociale. Ils soutiennent la méthode communautaire et sont hostiles à une intégration à géométrie variable avec un «noyau dur».

Le Parti communiste tchèque et morave

Tout en se déclarant favorable à l'intégration européenne, le KSCM est très critique à l'égard de l'UE sous sa forme actuelle. Il se dit convaincu que l'avenir de la République tchèque ne peut se trouver dans l'isolationnisme ; que l'intégration économique et politique est une question centrale ; et que celle-ci contribuera à rendre le pays économiquement plus efficace et culturellement plus riche. Dans le même temps, il considère que l'UE n'est pas à même de favoriser une telle évolution :

«Par ailleurs, le KSCM est bien conscient des pressions très fortes qui s'exercent au sein de l'UE visant à restreindre les garanties sociales, de l'hyper-bureaucratie et des profits croissants réalisés par les plus grandes multinationales aux dépens de larges franges de la population. Nous rejetons l'UE sous sa forme actuelle».

Bien que le projet d'intégration politique et économique doive, selon lui, être complètement repensé, le KSCM n'en approuve pas moins la charte sociale, la politique européenne de l'environnement et les programmes d'aide au développement régional. Mais il conteste la forme actuelle de la

Banque centrale européenne. Selon le KSCM, la politique de défense et de sécurité ne devrait pas relever de l'UE, et moins encore de l'Otan. Il considère que l'OSCE représente une alternative pouvant constituer «une structure réaliste et efficace pour la sécurité européenne».

Le KSCM milite contre une «américanisation» croissante du continent européen et pour la création d'une alternative à l'UE actuelle qui serait «un projet commun pour une Europe socialiste».

En ce qui concerne le référendum sur l'adhésion à l'UE, les communistes tchèques ont ardemment défendu le principe donnant à la population le droit de décider. Mais au fil du débat national sur l'adhésion, les formulations du KSCM se sont faites de plus en plus claires, finissant par appeler à voter «non». Dans l'*International Herald Tribune*, à propos de l'issue du référendum, le président du KSCM déclarait : «La population pourrait être déçue. Les conditions que nous avons négociées pour notre pays ne sont pas bonnes».

Un député, membre du parti, s'exprimait dans des termes identiques au cours d'une conférence de presse : «Nous continuons de penser que les conditions d'adhésion négociées par le gouvernement tchèque, tout comme celles qui l'ont été par les nouveaux Etats membres en général, nous sont défavorables. Le résultat du référendum n'a rien changé à cela».

● Slovaquie

Depuis les élections législatives de septembre 2002 (les suivantes auront lieu en juin 2006), la Slovaquie est gouvernée par une coalition constituée de l'Union chrétienne et démocrate (SDKU, centriste), du Parti de la coalition hongroise (SMK), du Mouve-

ment chrétien-démocrate (KDH) et de l'Alliance du nouveau citoyen (ANO), libérale. Ce large rassemblement a permis d'éviter le retour au pouvoir de Vladimir Meciar et de son parti populiste, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) qui, en dépit d'un important recul, a obtenu en 2002 le plus de voix, soit 19,5 %, devant le SDKU (15 %). Du fait de sa politique nationaliste et autoritaire, V. Meciar a longtemps bloqué le processus d'accession de son pays à l'UE : ce dernier ne fut pas, de ce fait, inclus dans «la première vague» des Etats (formant le «groupe de Luxembourg») invités à entamer des négociations d'adhésion avec l'UE en 1997. En 1998, cependant, une large coalition démocratique entreprit de l'éliminer (ce qui avait réussi à l'occasion des élections de mars 1994, mais provisoirement puisqu'il redevenait Premier ministre sept mois après). Quant au Parti de la gauche démocratique (SDL), il a participé à ces deux coalitions de 1994 et de 1998.

Lors du référendum des 16 et 17 mai 2003 sur l'adhésion à l'UE, les Slovaques ont montré qu'ils étaient, dans une certaine mesure, las de voter : 52 % seulement des électeurs, soit tout juste 2 % de plus que le seuil requis pour que le scrutin soit validé, se sont rendus aux urnes pour dire «oui» à 92,5 %. Selon les enquêtes d'opinion, les Slovaques associent l'intégration à l'UE à la prospérité et à l'espoir de trouver une solution à leurs problèmes économiques et sociaux.

La gauche est profondément divisée et faible, notamment parce que son électorat potentiel a été pendant longtemps détourné par le parti de V. Meciar (HZDS). Les deux partis membres de l'Internationale socialiste, les sociaux-démocrates historiques (SDSS) et le Parti de la gauche démocratique (SDL), successeur du Parti communiste, ne mobilisent qu'un électorat restreint. Le SDSS n'a joué de rôle politique que

comme membre d'une coalition, par exemple aux côtés du SDL. Au Parlement, la gauche est représentée par les communistes orthodoxes (KSS) et un nouveau parti, Smer (Direction), qui a absorbé, en 2004, le SDL et le SDSS.

Le Parti de la gauche démocratique (SDL)

Depuis les élections de 2002, à l'issue desquelles ce parti n'a obtenu que 1,4 % des voix (contre 14 % en 1998), il n'est plus représenté au Parlement. Il fut pourtant très actif dans les deux coalitions anti-Meciar, en 1994 et 1998. Avant 2002, deux de ses membres siégèrent au gouvernement, dont Birgita Schmögnerova, ministre des Finances, qui s'attira de nombreuses critiques du fait de sa politique d'austérité au nom des réformes (le second fut ministre de la Défense). Des conflits internes entraînèrent sa démission et finalement la défaite électorale de son parti. Le SDL a toujours été une des forces motrices de l'intégration de la Slovaquie à l'UE. Josef Migas, à l'époque président du Parlement et du SDL, et Peter Weiss, président de la Commission parlementaire des Affaires étrangères et premier président du SDL, sont tous les deux intervenus lors de la séance inaugurale de la Convention nationale sur l'avenir de l'Europe (14 mai 2001). J. Migas se prononça en faveur de l'Europe des citoyens, de structures fédérales et du renforcement du Parlement européen. P. Weiss souligna l'importance politique de l'unification européenne et du modèle social européen et plaida pour que la Charte des droits fondamentaux soit incluse dans la Constitution européenne. Le SDL souhaitait l'élection d'un président de l'UE au suffrage universel direct, la transformation du Conseil européen en Chambre des nations, le renforcement des pouvoirs de décision du Parlement européen et une Constitution européenne qui contienne l'énoncé des droits fondamentaux et réaffirme le

principe de la séparation des pouvoirs entre les institutions. Il souhaitait que la Charte ait un caractère contraignant et reflète le modèle social européen, espérant ainsi pouvoir se revendiquer, sur le plan intérieur, de cet acquis face à un gouvernement conservateur-libéral menant une des politiques les plus libérales parmi les nouveaux Etats membres.

Favorable à une «Europe forte et sociale», il n'est pas pour autant partisan d'une Europe faisant office de «super-Etat». Il se prononce pour un contrôle plus démocratique sur la Banque centrale européenne, le libre arbitre des Etats membres dans la question de la circulation de la main-d'œuvre, un renforcement de la politique régionale, la promotion du développement rural et la gratuité pour tous les citoyens de l'éducation. Sur le plan de la politique extérieure, il milite pour une UE indépendante de l'Otan sans pour autant remettre en cause le partenariat transatlantique et appelle à d'autres élargissements de l'UE.

La nouvelle gauche : Smer

Smer (Direction) a été fondé en 1999. Selon son président, R. Fico, la «troisième voie» incarnée par T. Blair et G. Schröder est en quelque sorte un modèle. Il situe Smer au centre gauche, le qualifiant de «parti social-démocrate moderne». Ce dernier arriva en troisième position lors des élections de 2002, avec 13,5 % des suffrages.

La politique étrangère et européenne de Smer est définie dans un document du parti de la façon suivante : «Smer s'engage à rejoindre le système européen de valeurs et à ce que la Slovaquie l'adopte intégralement. En politique étrangère, le parti se déclare favorable à l'instauration de relations bilatérales avec chacun des Etats membres et fera en sorte que le pays ait une attitude positive dans le cadre des organisations internationales et des regroupements

régionaux. Par conséquent, Smer soutient pleinement l'intégration de la Slovaquie dans l'UE et l'Otan». Concernant l'adhésion à l'UE, il est précisé : «Se conformer aux critères fondamentaux de l'UE en vue d'y adhérer est, dans le programme de Smer, une priorité à moyen terme, dans le domaine de la politique étrangère. Depuis 2000, les négociations d'adhésion à l'UE et les préparatifs au niveau national pour l'intégration se sont déroulés parallèlement : ces deux processus sont complémentaires, et doivent être connectés entre eux, le second étant soumis à un strict contrôle. En conséquence, Smer considère qu'il faut redoubler d'efforts dans tous les domaines qui touchent à l'intégration à l'UE».

Les communistes orthodoxes (KSS)

Lors de la ratification du traité d'adhésion à l'UE qui a suivi le référendum, tous les partis parlementaires ont voté pour, sauf les communistes qui auraient souhaité que l'intégration se fasse dans d'autres conditions et qui craignaient pour la Slovaquie une perte de souveraineté et d'identité. Sur le site, www.kss.sk, rien n'est dit sur la politique européenne. Le KSS s'efforce d'y démontrer que l'instauration du capitalisme a entraîné un recul de la Slovaquie par rapport à ce qu'elle était sous le socialisme (emploi, revenus des ménages, indicateurs de production, dette extérieure ...). Les organisations internationales, comme l'OMC, le FMI, l'OCDE, etc. (mais l'UE n'est pas mentionnée), y sont considérées comme des laquais du capitalisme mondial et la «guerre contre le terrorisme» comme une conspiration impérialiste.

● **Estonie**

Après les dernières élections législatives en Estonie du 2 mars 2003 (prochaine échéance 2007), trois partis : Rassem-

blement pour la république-Res Publica (ResP), le Parti de la réforme (ER) et l'Union populaire ont formé une coalition libérale-conservatrice. Les sociaux-démocrates (parti des Modérés, Moodukad) ont obtenu 7 % des suffrages et disposent de six représentants au Parlement. L'héritier en ligne directe du Parti communiste d'Estonie, le Parti social-démocrate du travail (ESDTP) n'a recueilli que 0,4 % des votes.

Lors du référendum sur l'adhésion à l'UE du 14 septembre 2003, le «oui» l'a emporté avec 66,8 % des suffrages (la participation étant de 64 %), dépassant largement les pronostics des instituts de sondages qui, en juin 2003, tournaient autour de 48 %. Bien qu'ayant participé aux préparatifs de l'adhésion, le Parti du centre, crédité de 24 % des voix aux élections législatives de mars 2003, a appelé à voter «non», considérant que les intérêts du pays n'avaient pas été suffisamment pris en compte.

Les sociaux-démocrates estoniens : les Modérés

Cette formation est née en 1996, mais cette appellation existait déjà et désignait l'alliance entre le Parti social-démocrate (ESDP) et le Parti rural du centre (EMK) qui a participé aux élections législatives de 1992. Les Modérés (Moodukad) disposaient de cinq postes-clés dans le gouvernement formé en mars 1999, dont le ministère des Affaires étrangères, détenu par Toomas Hendrik Ilves. Les positions de ce dernier sur l'Europe sont tout à fait représentatives de celles de son parti, l'un et l'autre mettant l'accent sur la sécurité européenne, l'élargissement et les valeurs communes. Il déclare, par exemple, qu'il considère comme cruciale l'adhésion pleine et entière de son pays à l'Otan et à l'UE, en vue de renforcer sa sécurité et de le protéger contre la Russie. Il est frappant de constater qu'à chaque évocation de ce thème, il

mentionne inmanquablement l'Otan, affirmant que le volet militaire de l'UE ne peut se concevoir que dans le «contexte transatlantique». Mais T. H. Ilves souligne également l'importance de la culture européenne, de l'appartenance de l'Estonie à cet espace culturel et du retour aux «racines européennes» ; il qualifie l'adhésion à l'UE de forme «d'auto-colonisation», tout en rappelant une fois de plus la nécessité de liens forts avec les Etats-Unis, les valeurs communes étant qualifiées de transatlantiques. Cela étant, il subordonne clairement la communauté de valeurs et l'adhésion à l'UE à l'aspect sécuritaire : «Un rapide coup d'œil jeté sur les cartes montre qu'un passé culturel commun n'est pas une garantie suffisante pour un avenir sûr. C'est pourquoi nous luttons pour que le retour de l'Europe en Estonie soit institutionnalisé à travers notre adhésion à l'UE et à l'Otan».

Ce tropisme à l'égard des Etats-Unis et de l'Otan apparaît bien plus fort que dans d'autres pays d'Europe de l'Est. L'UE n'en ressort pas dévaluée, mais elle a un peu moins de légitimité et d'importance aux yeux de la population, comme le montrent clairement les sondages sur l'adhésion (cf. tableau 3).

Concernant l'élargissement, T. H. Ilves trace une ligne entre les pays «entrants» en 2004 et «les autres», opposant nettement, d'un côté, les succès et les réformes des premiers, fortement motivés par la perspective de l'adhésion et, de l'autre, les problèmes de ceux qui sont encore à la porte de l'UE (corruption tentaculaire, crime organisé, immigration clandestine). Pour empêcher que ces phénomènes ne «contaminent» l'UE, T. H. Ilves réitérait son appel à la création d'un filet étroit de sécurité, au renforcement des frontières de l'UE et à la mise en place rapide de stratégies vis-à-vis de ses «nouveaux voisins» de l'Est. Cela n'allait manifestement pas dans le sens d'un plus grand élargisse-

ment de l'UE, mais dans celui de la recherche de la sécurité avant tout.

Le Parti social-démocrate du travail (ESDTP), héritier du Parti communiste

Cette formation n'exerce pas de responsabilités gouvernementales, n'a pas même un député ; elle se définit comme le dernier «véritable parti de gauche» en Estonie et comme un «parti social-démocrate ancré à gauche». Son programme fait référence à celui du Forum de la nouvelle gauche européenne, par ailleurs fort vague sur la politique européenne, préconisant, entre autres, l'introduction d'un concept de sécurité non militaire au sein de la PESD et le renforcement de la démocratie, avec l'inclusion dans la Constitution du droit d'organiser des référendums et de lancer des pétitions au niveau européen.

● Lettonie

A la suite des élections législatives du 5 octobre 2002 (les prochaines auront lieu en octobre 2006), un gouvernement conservateur a été formé avec des représentants de Nouvelle ère (JL), du Premier parti de Lettonie (LPP), de l'Union des Verts et des paysans (ZZS) et de l'Union pour la patrie et la liberté-Mouvement pour l'indépendance nationale de la Lettonie (TB-LNNK). Le Parti social-démocrate des travailleurs (LSDSP), né de la fusion du Parti démocratique letton des travailleurs (LDDP, ex-communistes) et du Parti démocratique de Latgale (LDP), n'a pas de représentants au Parlement, faute d'avoir atteint la barre de 5 % des voix.

Le référendum sur l'adhésion à l'UE s'est tenu le 20 septembre 2003, avec une participation élevée (72,5 %) et 67 % de «oui».

Selon le chercheur Thomas Schmidt, la politique étrangère lettone s'est focalisée sur l'adhésion à l'UE et à l'Otan pour avant tout se protéger d'un «possible désir de revanche» de la Russie. Il n'existe pas sur le point de vue du LSDSP à ce sujet de sources ou de déclarations qui seraient pourtant particulièrement précieuses.

● Lituanie

L'adhésion des électeurs lituaniens à l'entrée de leur pays dans l'UE lors du référendum des 10 et 11 mai 2003 a été sans équivoque : 64 % ont voté, dont plus de 90 % pour le «oui», contrairement aux sondages qui avançaient environ 65 % et un taux de participation inférieur au seuil requis de 50 %.

Le Parti social-démocrate (LSDP)

À la veille des élections législatives d'octobre 2000, le Parti démocratique du travail (LDDP) et le Parti social-démocrate (LSDP) ont formé une coalition (avec deux autres formations) en conservant l'appellation social-démocrate. Au pouvoir durant quatre ans, cette coalition, dans une configuration remaniée, est restée à la tête du pays aux lendemains du scrutin législatif de 2004. Le LDDP était l'héritier direct du Parti communiste, alors que le LSDP a été fondé bien plus tôt que celui-ci, en 1896 ; il a été interdit à la veille du putsch de 1926 et poursuivait, depuis 1944, ses activités en exil. Le Parti social-démocrate a été officiellement rétabli en 1989.

Les positions du LSDP sur la politique européenne, transparaisant au travers des discours du Premier ministre, A. Brazauskas, et de l'ex-ministre de la Défense, Linas Antanas Linkevikius (ancien du LDDP), ainsi que des programmes de ce parti et du gouvernement qui en était issu, se réfèrent

presque exclusivement à la politique de sécurité. Les avantages que l'UE pourrait retirer de l'adhésion de la Lituanie sont précisément énoncés, tous concernant le savoir-faire militaire acquis au cours des nombreuses années de coopération avec la Russie (au sein de l'URSS). Mais en ce qui concerne sa propre sécurité, la Lituanie place ses espoirs, non dans la PESD, mais dans l'Otan. Comme l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) en Pologne, le LSDP affirme que la PESD ne saurait constituer un contrepoids à l'Otan, ni être la première pierre d'un système de sécurité euro-atlantique, mais que l'Otan doit continuer à assumer cette tâche avec l'appui de la PESD. Renforcer l'engagement des Etats-Unis sur le sol européen est donc l'un des objectifs centraux du LSDP.

Même le programme de l'équipe alors au gouvernement, par ailleurs très détaillé, ne consacrait pas une attention particulière à l'intégration dans l'UE. Pour celle-ci également, les relations transatlantiques étaient prioritaires et envisagées comme le pilier de la sécurité européenne, alors que la PESD et la PESD ne venaient qu'en soutien.

L'identité européenne, l'élargissement, l'approfondissement de l'intégration politique et même l'importance et la nature de la communauté de valeurs européenne n'ont été abordés que très occasionnellement par le LSDP.

● Slovaquie

Le référendum sur l'adhésion à l'UE, le 23 mars 2003, s'est soldé par une majorité écrasante pour le «oui». Ce vote a obtenu près de 90 % des suffrages, contre 10,4 % pour le «non», avec un taux de participation de 60 %. Au référendum sur l'accession à l'Otan, tenu le même jour, le «oui» l'a emporté avec 66 %, mais bien que ce résultat soit sans équivoque, il a dénoté un

manque d'enthousiasme de la part des Slovènes, encore amplifié par l'opposition de la majorité d'entre eux à la guerre en Irak.

La Liste unie des sociaux-démocrates (ZLSD)

Le ZLSD formé en 1992, est issu de l'ex-Ligue des communistes et de formations apparentées. Le rejoignirent ensuite, en mai 1993, le Parti du nouveau démocratique et une fraction du Parti socialiste, ainsi que du Parti des travailleurs. Il est membre de l'Internationale socialiste (IS) et du Parti socialiste européen (PSE). En l'absence de déclarations de sa part, il faut s'appuyer sur des informations émanant de l'IS et du PSE pour connaître ses positions vis-à-vis de l'Europe. Cette approche peut se justifier dans la mesure où le ZLSD s'est lui-même référé sur ce sujet, lors de son 4^e congrès (juin 2001), à des résolutions de l'IS et du PSE.

Le ZLSD est, sans équivoque possible, pro-européen et l'un des plus chauds partisans de l'intégration à l'UE. En même temps, il se considère, plus que tout autre parti post-communiste ou de gauche parmi ceux évoqués dans cet article, comme ayant vocation à soutenir une UE socialement juste, démocratique et transparente. Il s'estime «le seul messager de la social-démocratie en Slovénie». Ses priorités politiques – présentées au congrès de 2001 du PSE à Berlin – concernent donc le renforcement des structures démocratiques de l'UE, c'est-à-dire du Parlement au détriment du Conseil, la mise en œuvre du principe de subsidiarité et de démocratie participative *via* une plus grande implication des citoyens dans le processus de décision, des droits plus étendus pour les travailleurs et les groupes socialement désavantagés, etc. Par ailleurs, il souligne que les Etats et les sociétés ne sont plus en mesure de faire face, seuls, aux défis de la mondialisation et aux interférences dans les poli-

tiques traditionnelles (politiques étrangère, de sécurité, économique, environnementale, de développement). L'Europe doit donc devenir un acteur fort et uni afin, d'une part, d'être en mesure de traiter des problèmes politiques et sociaux qui se posent dans la région et, d'autre part, d'être à égalité avec les Etats-Unis, les organisations internationales et les firmes transnationales.

Le ZLSD constitue aussi une exception en ce qu'il ne donne pas priorité aux avantages économiques et sécuritaires qu'offre l'adhésion à l'UE, mais – à côté de l'«Europe sociale» – conçoit plutôt «l'Europe comme une communauté partageant certaines valeurs» supérieures à celles de «l'Europe-marché». Le slogan «multiplicité dans l'unité» est très signifiant à cet égard : l'identité des nations serait maintenue au sein d'une identité européenne, ou parallèlement à celle-ci, mais sans nuire à l'identification des citoyens à l'UE. Lors d'une réunion en juillet 2002, à Ljubljana, le comité de l'Internationale socialiste pour l'Europe centrale et orientale préconisait la mise en place de structures de prise de décision, se fondant sur la démocratie participative, à même de faciliter une telle identification.

Défaite à l'issue des élections législatives de 2004, la coalition victorieuse du scrutin de 2000, à laquelle participait le ZLSD, a dû céder la place aux conservateurs du SDS. Cependant, le ZLSD, désormais dans l'opposition, a relativement bien résisté, se situant toujours en troisième position avec 10 sièges (contre 11 en 2000).

● Hongrie

En avril 2002, 42,1 % des électeurs ont voté pour le Parti socialiste (MSzP), 5,5 % pour son allié, l'Alliance des démocrates libres (SzDSz) tandis que

41,1 % des électeurs choisissaient la coalition formée par l'Alliance des jeunes démocrates – Parti civique hongrois (FIDESz-MPP) et le Forum démocratique (MDF). Le gouvernement a donc été formé par le MSzP et le SzDSz qui détenaient 198 sièges sur 386. Le Premier ministre, Peter Medgyessy, s'était présenté en tant que candidat indépendant sur la liste du MSzP. Il fut l'un des huit dirigeants européens à signer la lettre en faveur d'un front uni américano-européen face à la question irakienne (30 janvier 2003), ce qui, *a posteriori*, fut considéré comme un geste regrettable au sein du MSzP. Quatre ans plus tard, le MSzP remportait à nouveau les élections législatives d'avril 2006, grâce notamment à la popularité de son jeune Premier ministre, Ferenc Gyurcsany.

Le référendum sur l'adhésion à l'UE du 12 avril 2003 a connu une faible participation (45,62 %), mais le «oui», avec 84 %, a dépassé toutes les attentes. Avant les résultats du scrutin, tous les partis représentés au Parlement avaient déjà approuvé l'adhésion. Le Parti hongrois pour la justice et la vie (MIÉP) d'extrême droite, sans députés, s'était prononcé contre. A l'issue du référendum, le ministre hongrois des Affaires étrangères, Laszlo Kovacs (MSzP), a déclaré : «Le référendum est irrévocable, ses résultats sont historiques. L'entrée dans l'UE est le produit des efforts successifs de quatre législatures et de cinq gouvernements, ainsi que des citoyens».

Les sociaux-démocrates : le Parti socialiste hongrois (MSzP)

Le choix en faveur de l'UE repose, en Hongrie, sur un large consensus national qui embrasse toutes les formations politiques institutionnelles et une grande partie de la population. Le MSzP – allié au SzDSz – ne rencontre donc pas de véritable opposition à cet égard. Toute-

fois, Viktor Orban (FIDESz), après sa victoire électorale de 1998, avait annoncé qu'il défendrait les intérêts nationaux face à l'UE de façon plus déterminée que ne l'avait fait le gouvernement de centre gauche, conduit par la coalition MSzP-SzDSz. Bien qu'il ait fait adopter rapidement les amendements aux lois nécessaires, il déclara néanmoins que «ce ne serait pas une catastrophe si la Hongrie ne rejoignait pas l'UE».

Les déclarations du MSzP sur la politique européenne englobent tous les aspects, de la politique de sécurité commune à l'identité européenne et à la communauté des valeurs. Les propos du ministre des Affaires étrangères, Laszlo Kovacs (MSzP), de la présidente du Parlement, Katalin Szili (MSzP), le site internet sur l'intégration créé par le ministère des Affaires étrangères et le programme du MSzP sont particulièrement éclairants sur ces différents points.

Sur le site, on trouve une liste des questions les plus fréquemment posées, dont l'une est intitulée : «pour quelle raison la Hongrie devrait-elle rejoindre l'UE ?», la réponse étant : «En premier lieu, celle-ci signifie la sécurité dans l'environnement extérieur. Après de longs siècles de tutelle étrangère, l'indépendance et la sécurité sont tenues pour des valeurs fondamentales par la nation hongroise».

Deux objectifs sont intrinsèquement liés, selon le MSzP, dans la quête de sécurité : le renforcement de la PESD et la coopération entre les Etats-Unis et l'UE. Cependant, les arguments du MSzP sont différents de ceux de l'Alliance de la gauche démocratique en Pologne (SLD). Tandis que le SLD souhaiterait voir une Europe développée devenir un partenaire solide des Etats-Unis, le MSzP plaide pour une UE unie et forte, permettant de constituer un système efficace de gestion des crises

sur le continent européen. En même temps, constatant l'existence d'un écart quantitatif et qualitatif considérable entre les potentiels de défense, il reconnaît la nécessité d'une présence américaine sur le sol européen. «La Hongrie attend de la PESD des avantages, mais aussi de nouvelles responsabilités. En raison de sa situation géographique, elle est particulièrement intéressée par la création d'un système européen de gestion des crises efficace, à même d'apporter des réponses rapides et adéquates aux éventuels défis».

En outre, la Hongrie se déclare prête à contribuer activement à la mise en œuvre de la PESD, même si son action à cet égard reste imprécise. Selon L. Kovacs, la dimension européenne de sécurité n'est pas suffisante pour atteindre le but souhaité, rendant inévitable la coopération transatlantique. Le MSzP n'a encore que des idées très vagues sur les structures de l'UE. Cependant, il est intéressant de noter que, contrairement à une position généralement admise dans tous les autres pays concernés, il est favorable à l'abandon de certains droits liés à la souveraineté, au profit des institutions européennes. Il déclarait ainsi dès 1994 : «Du point de vue des socialistes, la voie de la modernisation pour la Hongrie et, plus largement, pour l'Europe centrale, passe obligatoirement par une intégration à l'UE aussi rapide que possible et par l'abandon volontaire et le transfert d'une partie de sa souveraineté aux institutions européennes».

De son côté, le ministre des Affaires étrangères, L. Kovacs, soulignait que l'UE est une organisation d'un «type singulier» et que le défi pour le futur consiste à mettre en place une coopération constructive entre institutions intergouvernementales et supranationales. A une question posée sur le site internet consacré à l'intégration concernant l'UE souhaitée par la Hongrie, les réponses – sans aller jusqu'aux idées

plus élaborées pouvant être avancées aujourd'hui – indiquaient un désir d'efficacité, de transparence et d'ouverture.

Dans un discours prononcé à l'ambassade de Hongrie à Berlin, le 9 mai 2003, la présidente du Parlement, Katalin Szili (MSzP), mettait l'accent sur les aspects non pas «techniques», mais idéels, et sur la nécessité pour les pays candidats de s'identifier au caractère nouveau de l'Europe. Elle rappelait également aux Etats membres qu'ils devaient prendre garde à ne pas perdre de vue l'idéal d'une Europe unie. Pourtant, elle n'évoqua que rapidement ce qu'était l'identité de l'Europe et ses caractéristiques, rejoignant en cela L. Kovacs, qui utilise les termes de coopération et d'indépendance, pour parler des identités nationales et européenne, mais sans expliciter ces concepts de la moindre façon. Il déclarait ainsi en 2002, à l'Université de Columbia : «L'élargissement de l'Union met davantage en valeur la diversité nationale, ethnique et culturelle au sein de l'institution. Plutôt que d'être en contradiction, les identités nationales et européenne se complètent mutuellement. Nous sommes pour une Union européenne où toute nation a la possibilité de préserver son identité».



En termes de compétition électorale au sein des systèmes politiques des nouveaux Etats membres, les partis de la gauche démocratique furent manifestement des partisans déclarés de l'intégration européenne. Ceux qui s'y opposèrent pour des raisons nationalistes se situent, sans doute possible, à droite, bien que la gauche orthodoxe tchèque et slovaque mêle des arguments concernant la souveraineté à son discours idéologique traditionnel (dénonciation du «capital international», de l'«impérialisme»). Cependant, les communistes orthodoxes considèrent

que seule une Europe unie a une chance de suivre une voie qui lui soit propre, ce qui n'est simplement plus possible pour des pays isolés. L'objectif social de toutes les formations de gauche est de préserver le modèle européen de l'Etat-providence des forces de la mondialisation.

Si l'on examine de plus près les positions des différents partis sur la politique étrangère, on discerne une nette ligne de partage entre, *grosso modo*, les «Atlantistes» et les «Européens». Les premiers mettent en avant les questions de sécurité et insistent sur la nécessité d'une présence militaire américaine sur le sol européen, d'une intégration à l'Otan des structures européennes dédiées à la sécurité et d'une coopération transatlantique. Dans ce groupe figurent principalement le SLD polonais, le LSDP lituanien, ainsi que, pour une moindre part, les Modérés, en Estonie. Tous ont en commun de donner la priorité absolue à la sécurité nationale et européenne ; leur adhésion à la communauté de valeurs européenne ou à toute démarche vers l'intégration politique est tenue pour marginale ou ne prête pas à discussion. A ce propos, il est intéressant de constater que le SLD et le LSDP, tous deux successeurs d'un parti communiste, sont des tenants de la ligne dure parmi les «Atlantistes», et qu'ils se sont, de ce fait, radicalement éloignés de leurs objectifs initiaux. Par rapport à leurs homologues des pays membres de l'UE, ils ne se situent donc plus à gauche, mais plutôt parmi les conservateurs.

Du côté des «Européens», on trouve le CSSD tchèque et le MSzP hongrois. Leurs programmes sont nettement différents de ceux des autres partis. Tous deux mettent principalement l'accent sur l'intégration politique et plaident

pour le renforcement, dans le cadre de l'UE, des structures supranationales – voire, dans le cas du MSzP, au détriment de la souveraineté nationale. Le second point majeur pour eux tient à l'identité européenne : les Tchèques et les Hongrois se sentent apparemment bien plus concernés que les Polonais ou les Baltes.

Le ZLSD slovène et le KSCM tchèque sont des exceptions. Le premier est le seul parti à se prononcer pour une Europe socialement juste et démocratique et à défendre les objectifs classiques de la social-démocratie. Le KSCM, pour sa part, est favorable à un approfondissement de l'intégration politique, mais est opposé à l'UE dans sa forme actuelle ; dès lors, seul à agir ainsi, il déclare sa fidélité à l'idéologie communiste liée à son passé de parti d'Etat.

En bref, les attitudes des partis post-communistes ou de gauche en Europe centrale reflètent les conflits auxquels l'UE se trouve confrontée ; ces conflits continueront en raison de l'ampleur de l'élargissement intervenu en mai 2004, sans parler de l'hétérogénéité de l'Europe élargie. Que deux partis seulement sur les huit étudiés ici fassent de l'intégration européenne un thème central risque d'être source de difficultés pour ce processus, d'autant que dans un domaine plus circonscrit, comme l'instauration du marché unique, il reste encore un long chemin à faire. L'espoir de la gauche que l'adhésion des Etats post-communistes renforce les idées de cette mouvance dans l'UE repose uniquement sur le ZLSD slovène et, du fait de la faible influence de ce dernier, sera, selon toute vraisemblance, déçu.

Traduit de l'anglais par la rédaction

Notes :

- (1) C'est pour avoir plaidé pour une remise en cause de la PAC ce qui, selon lui, aurait évité aux pays candidats de l'adopter que V. Klaus s'était entendu rappeler par le commissaire européen à l'Agriculture de l'époque, Hans van den Broek, que c'était la République tchèque qui demandait à rejoindre l'UE et non l'inverse.
- (2) Voir également sur la position polonaise, D. Hübner, A. Severin, «L'avenir de l'Europe. Questions à deux conventionnels», *Le courrier des pays de l'Est*, janvier 2003, n° 1031, pp. 48-56.
- (3) <http://www.polandembassy.org/Policy/p4-1.htm>.
- (4) «La crise irakienne. Positions et réactions dans les pays de la CEI et d'Europe centrale et orientale», *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1033, mars 2003, pp. 48-59.
- (5) Voir le site du CSSD, <http://www.cssd.cz/vismo/dokumenty2.asp?u=422010>.
- (6) *Ibidem*.

Annexe

Partis politiques cités

Estonie

- EI** Eesti Isamaaliit (Union pour la patrie)
EK Eesti Keskerakond (Parti du centre)
EME Eesti Maarahva Erakond (Parti populaire rural)
ER Eesti Reformierakond (Parti de la réforme)
ESDP Eesti Sotsiaaldemokraatlik Partei (Parti social-démocrate)
ESDTP Eesti Sotsiaaldemokraatlik Toopartei (Parti social-démocrate du travail)

Hongrie

- FIDESz-MPSz** Fialat Demokraták Szövetsége-Magyar Polgári Szövetsége (Alliance des jeunes démocrates-Alliance civique)
FKgP Független Kisgazda Földmunkás és Polgár Párt (Parti des petits propriétaires indépendants)
KDNP Keresztény Demokrata Néppárt (Parti populaire chrétien démocrate)
MDF Magyar Demokrata Fórum (Forum démocratique)
MSzP Magyar Szocialista Párt (Parti socialiste)
SzDSz Szabad Demokraták Szövetsége (Alliance des démocrates libres)

Lettonie

- DPS** Demokratiska Partija Saimnieks (Parti démocratique Saimnieks)
JL Jaunais Laiks (Nouvelle ère)
JP Jauna Partija (Nouveau parti)
LC Latvijas Cels (Voie lettone)
LPP Latvijas Pirma Partija (Premier parti de Lettonie)
LSDSP Latvijas Socialdemokratiska Stradnieku Partija (Parti social-démocrate des travailleurs)
LZS Latvijas Zemnieku Savieniba (Union agrarienne)
PCTVL Par Cilveka Tiesibam Vienota Latvija (Parti pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie)
TB-LNNK Tevzemei un Brivibai-Latvijas Nacionalas Neatkaribas Kustiba (Union pour la patrie et la liberté-Mouvement pour l'indépendance nationale de la Lettonie)
TP Tautas Partija (Parti du peuple)
ZZS Zalo un Zemnieku Savieniba (Union des Verts et des paysans)

Lituanie

- LCS-LLS** Lietuvos Centro Sajunga-Lietuvos Liberalu Sajunga (Union du centre-Union libérale)*
LDDP Lietuvos Demokratine Darbo Partija (Parti démocratique du travail)
LDP Liberalu Demokratu Partija (Parti libéral démocrate)
LDP Lietuvos Darbo Partija (Parti du travail)
LSDP Lietuvos Socialdemokratu Partija (Parti social-démocrate)
LVP-NDP Lietuvos Valstieciu Partija-Nausios Demokratijos Partija (Parti des paysans-Parti des nouveaux démocrates)
TS-LK Teyvynes Sajunga-Lietuvos konservatoriai) (Union pour la patrie-Conservateurs lituaniens)

* Devenu, à l'automne 2004) Liberalu ir Centro Sajunga (LCS) par fusion des deux Unions

Pologne

- LPR** Liga Polskich Rodzin (Ligue des familles polonaises)
PiS Prawo i Sprawiedliwosc (Droit et justice)
PO Platforma Obywatelska (Plateforme civique)
PSL Polskie Stronnictwo Ludowe (Parti paysan)
S Samoobrona (Autodéfense)
SdPi Socjaldemokracja Polski (Social-démocratie polonaise)
SLD Sojusz Lewicy Demokratycznej (Alliance de la gauche démocratique)
UP Unia Pracy (Union du travail)
UW Unia Wolnosci (Union pour la liberté)

République tchèque

- CSSD** Ceska Strana Socialne Demokraticka (Parti social-démocrate)
KDU-CSL Krestanska a Demokraticka Unie-Ceskoslovenska Strana Lidova (Union démocrate chrétienne-Parti du peuple tchécoslovaque)
KSCM Komunisticka Strana Cech a Moravy (Parti communiste tchèque et morave)
N Nezavisli (Indépendants)
ODA Obcanska Demokraticka Aliance (Alliance civique démocratique)
ODS Obcanska Demokraticka Strana (Parti démocrate civique)
SN-ED Sdruzeni Nezavisli-Evropsti Democraté (Association des indépendants-Démocrates européens)

US-DEU Unie Svobody – Demokraticka Unie (Union pour la liberté-Union démocratique)

Slovaquie

ANO Aliancia Nového Občana (Alliance du nouveau citoyen)

KDH Kresťanskodemokratické Hnutie (Mouvement chrétien démocrate)

KSS Komunistická Strana Slovenska (Parti communiste)

LS-HZDS Ludova Strana-Hnutie za Demokraticke Slovensko (Parti du peuple-Mouvement pour une Slovaquie démocratique)

SDKU Slovenska Demokraticka a Kresťanska Unia (Union chrétienne et démocrate)

SDL Strana Demokratickej Lavice (Parti de la gauche démocratique)

Smer-SD Smer-Socialna Demokracia (Direction-Démocratie sociale)

SMK Strana Madarskej Koalicie (Parti de la coalition hongroise)

Slovénie

DeSUS Demokratična Stranka Upokojencev Slovenije (Parti démocratique des retraités)

LDS Liberalna Demokracija Slovenije (Démocratie libérale)

NSi Nova Slovenije (Nouvelle Slovénie)

SDS Socialdemokratska Stranka Slovenije (Parti social-démocrate)

SKD Slovenski Krščanski Demokrati (Les chrétiens démocrates slovènes)

SLS Slovenska Ljudska Stranka (Parti populaire)

ZLSD Združena Lista socialnih Demokratov (Liste unie des sociaux-démocrates)

Résultats de l'élection de juin 2004 du Parlement européen dans les huit nouveaux Etats membres post-communistes

(situation en juillet 2004, des changements dans les affiliations aux groupes parlementaires étant intervenus par la suite)

	PPE-DE	PSE	ALDE	Verts-ALE	GUE-NGL	IND-DEM	UEN	NA	Nombre de sièges par pays***
Estonie	EI : 1	ESDP : 3	- EK : 1 - ER : 1	—	—	—	—	—	6
Hongrie	- FIDESz-MPSz : 12 - MDF : 1	MSzP : 9	SzDSz : 2	—	—	—	—	—	24
Lettonie	- JL : 2 - TP : 1	—	LC : 1	PCTVL : 1	—	—	TB-LNKK : 4	—	9
Lituanie	TS-LK : 2	LSDP : 2	- LDP* : 5 - LCS-LLS : 2	—	—	—	- LVP-NDP : 1 - LDP** : 1	—	13
Pologne	- PO : 15 - PSL : 4	- SLD : 5 - SdPI : 3	UW : 4	—	—	LPR : 10	PIs : 7	S : 6	54
République tchèque	- ODS : 9 - SN-ED : 3 - KDU-CSL : 2	CSSD : 2	—	—	KSCM : 6	N : 1	—	N : 1	24
Slovaquie	- SDKU : 3 - KDĽH : 3 - SMK : 2	Smer : 3	—	—	—	—	—	LS-HZDS : 3	14
Slovénie	- NSi : 2 - SDS : 2	ZLSD : 1	LDS : 2	—	—	—	—	—	7
Nombre d'élus des NEM par groupe	64 (23,9 %)	28 (14,0 %)	18 (20,5 %)	1 (2,4 %)	6 (14,6 %)	11 (29,7 %)	13 (48,1 %)	10 (34,5 %)	

* Parti du travail ** Parti libéral démocrate *** 151 sièges au total, soit 20,6 % des 732 sièges

PPE-DE : Parti populaire européen et Démocrates européens

PSE : Parti socialiste européen

ALDE : Alliance des libéraux et démocrates pour l'Europe, nouvelle appellation, adoptée après les élections de 2004, par le Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs (ELDR)

Verts-ALE : Verts-Alliance libre européenne

GUE-NGL : Gauche unitaire européenne et Nordic Green Left

IND-DEM : Indépendance et Démocratie

UEN : Union pour l'Europe des nations

NA : Non-affiliés